

RCS : ROMANS Code greffe : 2602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

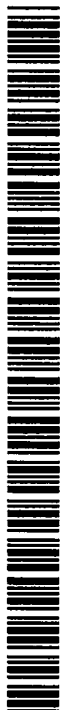
**Le greffier du tribunal de commerce de ROMANS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00669 Numéro SIREN : 793 409 103 Nom ou dénomination : A2DN
--

Ce dépôt a été enregistré le 10/04/2020 sous le numéro de dépôt A2020/002863

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **ROMANS SUR ISERE**



821611

Dénomination : A2DN
Adresse : 30 rue Jacquemart 26100 Romans-sur-isere -FRANCE-

n° de gestion : 2013B00669
n° d'identification : 793 409 103

n° de dépôt : A2020/002863
Date du dépôt : 10/04/2020

Pièce : Contrat d'apport du 16/12/2019



821611

2013 B00669

2863/2020

Traité d'apport de titres du 16 décembre 2019 – SAS Léman

DEPOSÉ AU GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE ROMANS LE

10 AVR. 2020

CONTRAT D'APPORT
SAS Léman

1
w

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

- **Madame Nathalie, Myriam FRAMPIER épouse MAULET**
Née le 18 novembre 1969 à Dax (40)
De nationalité française
- **Monsieur Daniel, François, Joseph MAULET**
Né le 15 mai 1967 à Annemasse (74)
De nationalité française

Demeurant ensemble 34, avenue Pierre Curie 73 160 COGNIN

Mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à Baden Baden (Allemagne), le 18 mai 1989

*Ci-après dénommé "les Apporteurs".
D'une part*

ET

La **société Léman**, société par actions simplifiée, au capital de 280 200 euros, dont le siège social sera fixé 1097 Avenue des Landiers, 73000 CHAMBERY, en cours de constitution, représentée aux présentes par Madame Nathalie FRAMPIER épouse MAULET,

*Ci-après dénommée "la société bénéficiaire".
D'autre part,*

**Préalablement à la convention d'apport de titres faisant l'objet du présent acte,
il a été exposé ce qui suit :**

EXPOSE

I - Caractéristiques de la société dont les titres sont apportés

- ✓ **Madame Nathalie FRAMPIER épouse MAULET**, apporte à la Société sous les garanties ordinaires et de droit :
 - 105 parts sociales de la société CHAMNAT, société à responsabilité limitée au capital de 7 500 €, dont le siège social est à Zone commerciale de CHAMNORD 1097 avenue des Landiers 73 000 CHAMBERY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CHAMBERY (73), sous le numéro 814 450 953, numérotées 246 à 350 sur les 500 parts composant le capital,
 - 500 parts sociales de la société A2DN, société à responsabilité limitée au capital de 7 500 €, dont le siège social est 30 rue de Jacquemart 26 100 ROMANS SUR ISERE et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS SUR ISERE (26), sous le numéro 793 409 103, numérotées 1 à 500 sur les 500 parts composant le capital.
- ✓ **Monsieur Daniel MAULET**, apporte à la Société sous les garanties ordinaires et de droit :
 - 245 parts sociales de la société CHAMNAT, société à responsabilité limitée au capital de 7 500 €, dont le siège social est à Zone commerciale de CHAMNORD 1097 avenue des Landiers 73 000 CHAMBERY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de

NM ?

CHAMBERY (73), sous le numéro 814 450 953, numérotées 1 à 245 sur les 500 parts composant le capital.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1. Description et évaluation des apports

Les apports sont évalués comme suit :

✓ **Madame Nathalie FRAMPIER épouse MAULET,**

- 105 parts sociales de la société CHAMNAT, numérotées 246 à 350, pour un montant de 37 800 Euros
- 500 parts sociales de la société A2DN, numérotées de 1 à 500, pour un montant de 154 000 euros

Son apport est évalué à la somme de 191 800 euros

✓ **Monsieur Daniel MAULET,**

- 245 parts sociales de la société CHAMNAT numérotées 1 à 245, pour un montant de 88 200 euros

Son apport est évalué à la somme de 88 200 euros

Les biens sont évalués à la somme de 280 000 euros.

Cette valeur des droits sociaux faisant l'objet des présents apports, a été déterminée sur la base des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et d'une situation en date du 31 septembre 2019 des sociétés CHAMNAT et A2DN.

La société Léman aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de la signature de ses statuts.

Elle en aura la jouissance à compter du jour où elle aura acquis la personnalité morale par l'immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés de CHAMBERY.

La valeur attribuée aux apports décrits ci-dessus est celle proposée par la société AUDIT ET CERTIFICATION, désigné en qualité de commissaire aux apports à l'unanimité des futurs associés en date du 29 novembre 2019 et ce, selon rapport annexé au présent contrat.

NM *3 MD*

Article 2. Rémunération de l'apport

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné évalué à 280 000 euros, il sera attribué aux Apporteurs, 2 800 actions d'une valeur nominale de CENT (100) euros chacune, entièrement libérées selon la répartition suivante :

- **Madame Nathalie FRAMPIER épouse MAULET, 1 918 actions numérotées 1 à 1 918**
- **Monsieur Daniel MAULET, 882 actions numérotées 1 919 à 2 800**

Total des actions créées : 2 800 actions

Article 3. Conditions suspensives

Le présent apport de titres est soumis aux conditions suspensives suivantes :

- Les apports faisant l'objet du présent contrat sont soumis à la condition suspensive de la signature des statuts de la Société Léman, relatant lesdits apports, laquelle ne pourra intervenir qu'au vu du rapport établi par un ou plusieurs Commissaires aux Apports comportant appréciation de la valeur desdits apports et des avantages particuliers éventuels.

Il est expressément convenu que la réalisation de la présente condition suspensive devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2019 à défaut de quoi, elle sera considérée comme non avenue, sans indemnité de part ni d'autre.

- Les apports faisant l'objet du présent contrat sont soumis à la condition suspensive de l'agrément de la société Léman en qualité d'associée des Sociétés CHAMNAT et A2DN.

Article 4. Déclarations générales

Les Apporteurs déclarent :

- les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucune inscription quelconque et en particulier d'aucune inscription de nantissement ;
- les droits sociaux apportés sont leur propriété légitime ;
- que les droits sociaux apportés dépendent de la communauté de bien existant entre eux ;
- il n'existe aucun obstacle pouvant s'opposer à la libre transmission de ces droits sociaux ;
- ils ont la pleine capacité pour en disposer sur leur simple signature ;
- la Société dont les droits sociaux sont apportés n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaires et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable.

En résumé, rien ne s'oppose à la libre disposition des droits sociaux apportés à la Société bénéficiaire.

NM 4 

Article 5. Déclarations fiscales

1. Droits d'enregistrement

Conformément à l'article 810 bis du code général des impôts, les apports sont enregistrés gratuitement.

2. Impôts sur le revenu

Les parties déclarent que la présente opération est susceptible de bénéficier du report d'imposition des plus-values d'apport de titres prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts dans la mesure où cet apport de titres est réalisé en France à une société soumise à l'impôt sur les sociétés et que cette société est contrôlée par les Apporteurs. Cette dernière condition est appréciée à la date de l'apport, en tenant compte des droits détenus par les Apporteurs à l'issue de l'opération d'apport.

Le report d'imposition prendra fin et deviendra imposable au titre de l'année au cours de laquelle interviendra l'un des événements décrits à l'article 150-0 B ter précité.

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

Article 6. Dispositions diverses

1. Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture l'apport de titres, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société Léman.

2. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les parties font élection de domicile :

- Les Apporteurs en leur domicile.
- la société Léman en son siège social.

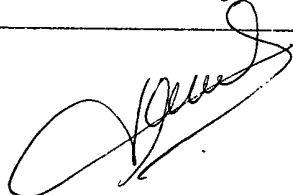
3. Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

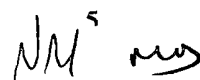
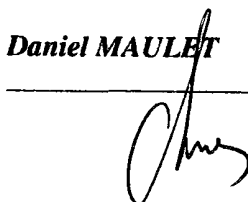
- aux soussignés, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de l'apport, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Fait à CHAMBERY
Le 16 décembre 2019
En QUATRE (4) exemplaires

Nathalie FRAMPIER épouse MAULET



Daniel MAULET



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
ROMANS SUR ISERE



821609

Dénomination : A2DN
Adresse : 30 rue Jacquemart 26100 Romans-sur-isere -FRANCE-

n° de gestion : 2013B00669
n° d'identification : 793 409 103

n° de dépôt : A2020/002863
Date du dépôt : 10/04/2020

Pièce : Décision(s) des associés du 28/01/2020



821609

2013B 00669

286312020

DÉPOSÉ AU GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE ROMANS LE

10 AVR. 2020

A2DN
Société à responsabilité limitée
au capital de 7500 euros
Siège social : 30 rue Jacquemart
26100 ROMANS SUR ISERE
793 409 103 RCS ROMANS

**PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS
DE L'ASSOCIÉ UNIQUE DU 28 JANVIER 2020**

L'an Deux Mille Vingt,
Le 28 janvier,
A 20 heures,

Madame Nathalie FRAMPIER épouse MAULET,
Propriétaire de la totalité des 500 parts sociales de 15 euros composant le capital social de la société A2DN,

Associé unique et seul gérant de ladite Société,

A pris les décisions suivantes :

- Modification des statuts corrélatrice à l'apport des parts sociales à la société LEMAN,
- Délégation de pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DÉCISION

Modification des statuts suite à apport

Après avoir rappelé les termes d'un acte sous signature privée en date à CHAMBERY du 16 décembre 2019, déposé ce jour au siège social contre remise d'une attestation de la gérance, portant apport par Madame Nathalie FRAMPIER épouse MAULET, associée unique à la société LEMAN de 500 parts sociales lui appartenant dans la Société, l'associé unique décide de modifier l'article 9 des statuts comme suit :

« ARTICLE 9 - CAPITAL SOCIAL – REPARTITION DES PARTS

Le capital social est fixé à 7500 euros.

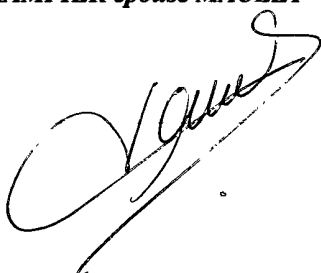
Il est divisé en 500 parts de 15 euros chacune, numérotées de 1 à 500, entièrement libérées et attribuées en totalité à la société LEMAN, associée unique. »

DEUXIEME DÉCISION

Pouvoirs

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Nathalie FRAMPIER épouse MAULET



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **ROMANS SUR ISERE**



821610

Dénomination : A2DN
Adresse : 30 rue Jacquemart 26100 Romans-sur-isere -FRANCE-

n° de gestion : 2013B00669
n° d'identification : 793 409 103

n° de dépôt : A2020/002863
Date du dépôt : 10/04/2020

Pièce : Statuts mis à jour du 28/01/2020



821610

2013 B 00669

2863 / 2020
DÉPOSÉ AU GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE ROMANS LE

10 AVR. 2020

A2DN
Société à responsabilité limitée
au capital de 7500 euros
Siège social : 30 rue Jacquemart
26100 ROMANS SUR ISERE
793 409 103 RCS ROMANS

STATUTS

A2DN
Société à responsabilité limitée unipersonnelle
au capital de 7500 €
Siège social : 30 RUE JACQUEMART
26 100 ROMANS SUR ISERE

STATUTS

Le 30 mai de l'année deux mille treize, à SAINT MARCEL LES VALENCE

La soussignée

- **Mme MAULET Nathalie (née FRAMPIER)**
née : le 18/11/1969 à DAX (40),
demeurant : 11 RUE DU VERCORS 26320 SAINT MARCEL LES VALENCE
situation de famille : Marié avec Monsieur MAULET, né le 15/05/1967 à Annemasse (74),
demeurant 11 RUE DU VERCORS 26320 SAINT MARCEL LES VALENCE sous le
régime communauté des biens réduite aux acquêts.
Le mariage a été célébré le 18/05/1989 à Baden-Baden (Allemagne)

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée unipersonnelle constituée par le présent acte.

ARTICLE 1^{ER} - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée unipersonnelle, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par les articles L223-1 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination est : A2DN

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots " Société à responsabilité limitée unipersonnelle " ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet en France :

- Le commerce de détail d'habillement : vente au détail des vêtements dits de dessus (vestes, chemises, robes, pantalons, manteaux, jupes...) ainsi que des articles de maille (lingerie, bonneterie, chemiserie) destinés à une clientèle masculine, féminine ou enfantine.
- La réalisation des retouches (ourlets, reprises demanches...) et la commercialisation des produits accessoires aux vêtements : sacs, bijouterie fantaisie, ceintures.
- et toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social ou à tout objet similaire ou connexe de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement ;
- La participation de la société à toutes entreprises, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement, à l'objet social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 30 rue Jacquemart 26100 ROMANS SUR ISERE

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Exceptionnellement, l'année sociale en cours comprendra le temps écoulé depuis la dernière clôture de bilan au 30/09/2018 jusqu'au 31/12/2019 soit 15 mois.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 7 - APPORTS – CAPITAL SOCIAL

L'associé apporte à la société la somme en numéraire de 7500 euros, soit sept mille cinq cent euros.

La totalité de cet apport, soit la somme de 7500 euros a été déposée au crédit du compte n° 85031422324 ouvert au nom de la société en formation auprès de la Banque Crédit agricole Sud Rhône Alpes.

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

ARTICLE 9 - CAPITAL SOCIAL – REPARTITION DES PARTS

Le capital social est fixé à 7500 euros.

Il est divisé en 500 parts de 15 euros chacune, numérotées de 1 à 500, entièrement libérées et attribuées en totalité à la société LEMAN, associée unique.

ARTICLE 10 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Augmentation

Le capital social pourra en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, prise sur proposition de la gérance, être augmenté en une ou plusieurs fois par la création de parts sociales nouvelles, ordinaires ou privilégiées, attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par voie de capitalisation de tout ou partie des bénéfices et des réserves sous forme de création de parts sociales nouvelles, ou élévation corrélative du montant nominal les parts existantes.

La décision collective portant augmentation de capital pourra décider que celle-ci aura lieu par création de parts assorties d'une prime dont elle fixera le montant et son affectation.

En cas d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés aura proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit préférentiel à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et délais fixés par la gérance.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 11 doit être agréée dans les conditions fixées au dit article.

Réduction

Le capital social pourra également être réduit, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés pour quelque cause et de quelque manière que ce soit par voie de remboursement ou de rachat partiel des parts, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale.

En aucun cas, il ne peut être porté atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES PARTS ET AGREMENT

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit d'un tiers. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants d'un associé.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

ARTICLE 13 - FORME DES CESSIONS DE PARTS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

ARTICLE 14 - DÉCÈS D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

ARTICLE 15 - REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

ARTICLE 16 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 17 – GERANCE – NOMINATION

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés et nommés, pour une durée illimitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

L'associé unique Madame MAULET NATHALIE est nommée comme gérante.

ARTICLE 18 - POUVOIRS ET RESPONSABILITÉ DE LA GÉRANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 19 – TRAITEMENT DES GERANTS

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 20 – CESSATION DE FONCTIONS

Tout gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales. Si sa révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages intérêts. En outre, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Tout gérant peut résigner ses fonctions à tout moment en respectant un préavis de trois mois qui court à compter de la date d'information des associés. Si le préavis expire au cours du trimestre suivant la clôture d'un exercice, la date de la cessation de la fonction est reportée au dernier jour de ce trimestre. Par décision prise à la majorité ordinaire, la collectivité des associés peut dispenser le gérant de l'exécution du préavis. Les fonctions de gérant prennent également fin en cas d'incapacité physique ou mentale, d'absence ou d'empêchement quelconque mettant l'intéressé dans l'impossibilité de les assumer, ainsi qu'en cas d'incapacité ou d'incompatibilité résultant d'un texte en vigueur ou d'une décision de justice.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société dépasse deux des trois seuils suivants :

- chiffre d'affaires hors taxes supérieur ou égal à 3 100 000 euros,
- total du bilan supérieur ou égal à 1 550 000 euros,
- nombre moyen de salariés supérieur ou égal à 50,

les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

ARTICLE 22 - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

ARTICLE 23 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 24 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 22. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

ARTICLE 25 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises aux lieux et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée générale afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

ARTICLE 26 - PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 27 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

ARTICLE 28 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 29 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés modifiant les statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins :

- sur première convocation, le quart des parts,
- sur seconde convocation, le cinquième de celles-ci.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être convoquée à une date postérieure ne pouvant excéder deux mois à compter de la date initialement prévue.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Le changement de nationalité de la société ne peut être décidé qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 30 - CONSULTATIONS ECRITES - DÉCISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 28 et 19 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

ARTICLE 31 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

ARTICLE 32 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 33 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 34 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 35 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

ARTICLE 36 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation, lesquels sont relatés dans un état ci-annexé.

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 37 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

ARTICLE 38 – OPTION FISCALE

L'associé unique déclare opter pour l'impôt sur les sociétés

02/03/2016 14:00:00
02/03/2016 14:00:00

